

Conseil d'administration du 14 septembre 2021

Présents :

Gilbert BRELET (SYPRODEAU), François DUMEZ (ITEA), Thomas CONTENTIN (IFEP), Gérard LECA (GCEE), Fabrice LETENEUR (SYPRODEAU), Luc MANRY (ITSEP), Jean VIGIER (GCEE), Jean-Luc VENTURA (UIE), Marion LE GOFFIC (UIE), Florent BOULIER (UIE), Céline RETBI (UIE), Clotilde TERRIBLE (UIE)

Connectés à distance :

Jean-François DANGLA (SYNTEAU), Yves KERAEL (GCEE)

Excusés :

Fabien DROUET (SYNTEAU), Pierre KIRSH (SIET), Arnaud TREGUER (ITEA), Guerric VRILLET (SIET)

- **Approbation du compte-rendu, CA UIE du 25 mars 2021**

Après passage en revue du compte-rendu, il est demandé une modification par le GCEE : changer « réticent » par « vigilant » pour carbone. Après cette modification, celui-ci est adopté à l'unanimité des participants. Le compte-rendu du conseil d'administration du 25 mars est disponible en annexe 1.

- **Point financier au 31 août 2021**

Comptes au 31/08/2021 : Résultat : - 56 305,55 €

Charges : 236 215,70 € (en baisse par rapport à la plaquette du 31.08.2020)

- Salaires et traitements : 113 140,32 €
- Charges sociales : 59 933,05 €
- Prestation COM en supplément : 6 500,00 €
- de la part de TVA non récupérable (- 3 516,55 €) par rapport au 31.08.20 ➔ 54,95 % en 2021 contre 56 % en 2020.

Produits : 179 910,15 €

- 121 896,51€ : produits d'exploitations (1^{er} appel 2021 + refacturations)
- 18 000 € : Redevance Eau magazine n°37
- 39 950 € subvention FNTP

Comptes au 31.08.2021 :

Disponibilités au 31.08.2021 : 179 687,05 €

- Solde banque au 31.08.2021 : 122 073,94 €
- Livret A : 57 549,61 €
- Caisse : 63,50 €

Cotisations 2021 :

1^{er} appel lancé le 6 juillet 2021

- Cotisations membres : 59 423,33€
- Prestations individualisées : 59 230,83€

Le 2nd appel sera lancé début novembre

Les comptes n'appellent pas de remarques de la part des administrateurs.

- **Sujets « représentation d'intérêts »**

- Varenne agricole de l'eau

La première réunion plénière du thème 3, « Partager une vision raisonnée des besoins et de l'accès aux ressources en eau mobilisables pour l'agriculture sur le long terme : réalisations, avancées et perspectives » s'est tenue le 1^{er} septembre 2021 toute la journée en webconférence. L'objectif général du Varenne est de trouver des solutions pour garantir la souveraineté agro-alimentaire de la France pour les années à venir face au changement climatique.

L'UIE a soutenu les solutions de recharge artificielle de nappes pour pallier les retenues collinaires qui ne sont pas optimales.

Un questionnaire en ligne a été transmis par le ministère de l'agriculture. L'UIE y apportera des réponses et une position plus globale sera transmise aux présidents du thème 3.

L'UIE a demandé à participer à l'un des groupes de travail restreint de ce thème 3, via la Filière Française de l'Eau. Nous sommes en attente d'une réponse.

Des rencontres ont été réalisées ou bien sont prévues avec :

- ✓ Luc Servant, APCA, co-président du thème 3 ;
- ✓ Dominique Darmendrail, BRGM ;
- ✓ Cabinet de J. Denormandie (Benjamin Balique) – en cours ;
- ✓ Ministère de l'agriculture – en cours ;
- ✓ DEB ministère de l'écologie – en cours.

Les administrateurs souhaitent avoir la présentation présentée le 1^{er} septembre au Varenne.

- Audition à l'Assemblée Nationale – Résilience nationale

Une mission d'information sur la résilience nationale a été créée à l'Assemblée Nationale. Elle s'interroge sur les risques pesant sur l'approvisionnement en eau en France.

La mission est présidée par Alexandre Freschi, député du Lot et Garonne, 2e circonscription. LREM et son rapporteur est Thomas Gassilloud, député du Rhône, 10e circonscription. Agir Ensemble (issu de l'UDI).

La mission a convoqué une table ronde le 15 septembre 2021 où seront évoquées les questions de sécurité d'approvisionnement en eau et la résilience des infrastructures.

La table ronde sera composée de :

- Michèle Rousseau, présidente du bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) ;
- Olivier Thibault, directeur de l'eau et de la biodiversité, ministère de la transition écologique ;
- Régis Taisne, chef du département « Cycle de l'eau » de la FNCCR ;
- Jean-Luc Ventura, président de l'UIE.

Un tour de table est réalisé avec les administrateurs sur les questions qui seront posées par la mission d'information, pour avoir leur avis et leur positionnement.

- Loi sur l'eau

En lien avec AMORCE, l'UIE propose de porter un projet de loi sur l'eau dans la perspective des élections présidentielles. L'objectif est de remettre l'eau au cœur de l'agenda politique et de porter un projet de loi qui pourra être mis en œuvre lors de la prochaine législature.

Il est rappelé qu'il faut intégrer dans la loi et sensibiliser les candidats à l'adaptation des compétences à ces nouvelles évolutions écologiques. Pour ce faire, il est nécessaire d'avoir un horizon d'activité avec des investissements en conséquence.

Les administrateurs souhaitent faire une réunion de travail et de réflexion avant la fin de l'année 2021 pour établir une stratégie pour la loi sur l'eau. La date du 10 novembre 2021 matinée est déterminée. Un dîner convivial sera organisé la veille au soir.

Chaque syndicat est invité à réaliser une réunion préalable pour préparer les éléments que l'on souhaite intégrer dans la loi sur l'eau et le changement climatique.

Afin de préparer en amont ce travail, les grandes lignes de la loi seront envoyées aux présidents des syndicats.

- **Sujets Techniques et règlementaires**

- REP Bâtiment

La position de l'UIE à propos de la REP Bâtiment a été envoyée fin juillet (DGPR, cabinets ministériels) :

- ✓ Exclure les produits qui ne relèvent pas systématiquement de la parcelle
- ✓ Eco-contribution visible
- ✓ Pour les canalisations : introduire un seuil de coupure
- ✓ Demande d'exclusion des SAUL

Nous sommes toujours en attente du projet d'arrêté « matériaux » qui doit entrer plus dans le détail des aspects techniques.

- Eaux non conventionnelles

Le Groupe de travail national poursuit ses travaux.

Avancement :

- ✓ Du retard dans la plupart des sous-groupes. La prochaine réunion plénière a été décalée en novembre.
- ✓ Objectif fin octobre pour finalisation par tous les sous-groupes des livrables (fiches de synthèse + REX)

- Feuille de route nationale eaux pluviales

Le ministère en charge de l'écologie a mis en place un plan national d'actions 2022-2024 dont l'objectif est d'accélérer la gestion des eaux pluviales à la source.

L'UIE participera au COPIL (1^{ère} réunion le 6 octobre) et doit désigner son représentant : Luc Manry.

Il est demandé d'envoyer le projet de plan national.

- Transition écologique dans les TP

Jean-Luc Ventura a été interviewé par le cabinet Carbone 4 pour connaître les solutions des entreprises de l'UIE pour réduire à moyen et long terme la trajectoire carbone dans le domaine de l'eau. Cela a été l'occasion de faire une présentation assez large : recharge de nappe, réutilisation des eaux non conventionnelles, biogaz, mise en place de décantations primaires sur les stations d'épuration...

- Point sur le biogaz et les certificats (loi climat).

À la suite de la promulgation de la loi climat, GRDF mise sur les certificats de production de biogaz (CPB) pour favoriser l'expansion du biogaz. Pour GRDF, la mutation vers le gaz vert est une question de survie. Leur opinion est que l'on se dirige petit à petit vers une disparition du régulé pour aller vers un prix de marché associé aux CPB.

• Sujets administratifs

- Filière française de l'eau

La Filière Française a fait une demande à l'UIE d'une cotisation supplémentaire pour son fonctionnement d'un montant de 15 000 €.

L'UIE a annoncé un versement complémentaire à la cotisation annuelle d'un montant de 3000€, d'autres participations financières pouvant être réalisées sur la base de projets, sans compter l'investissement de l'équipe UIE auprès de la Filière (comptabilité, Anne-Laure Makinsky participe beaucoup).

Le CA décide de donner 3000 € de manière exceptionnelle pour le fonctionnement de la Filière et participera en tant que de besoin aux projets portés par la Filière.

- Désignation représentant ASTEE

Jean-Luc Ventura est administrateur à l'ASTEE. Son mandat vient en renouvellement et il propose à l'un des administrateurs de l'UIE de devenir le représentant au sein du CA de l'ASTEE.

Le CA décide de nommer **Florent Boulrier** comme représentant UIE au CA de l'ASTEE.

• Communication

- Plan communication 2022

Dans l'objectif d'une stratégie de recrutement, Céline Retbi propose d'organiser un événement national en 2022. L'objectif est de mettre en valeur le réseau, sa force de frappe et notre capacité d'intervention grâce aux contacts FNTP (politiques, institutions).

Il est envisagé de réunir tous les syndicats courant octobre, à qui l'on proposera une stratégie de recrutement. Les prospects préétablis devront être validés par les syndicats. Céline Retbi ou Marion Le Goffic transmettront à chaque syndicat la liste de prospects pré-établie.

Pour le GCEE, plutôt que d'organiser un événement national, il est préférable d'aller à la rencontre des potentiels adhérents, en rendez-vous individuel, afin de les convaincre de l'intérêt à adhérer. Il est proposé de faire venir les entreprises qui seraient intéressées par une adhésion dans le cadre d'un salon existant sur le stand de l'UIE. Le CGLE 2022 pourrait être le lieu idéal.

Une zone dédiée, confidentielle, serait réservée pour les rencontres entre le syndicat et les prospects. Une communication dédiée à chaque syndicat serait donc envisagée.

Un événement plus important pourrait être organisé au moment de l'AG UIE, qui réunirait tous les adhérents de tous les syndicats afin de créer du lien entre tous les adhérents.

De plus, il est proposé que chaque syndicat invite l'équipe permanente de l'UIE à une ou plusieurs réunions de CA pour les rencontrer et (ré)expliquer ce que chacun fait et ce que l'UIE peut apporter. Cela permettra de mettre un visage sur des noms souvent connus uniquement par e-mail.

- Eau magazine n°38

Le focus de ce numéro portera sur le sujet : zéro carbone - parution prochaine de l'étude FNTF

Le magazine pourra également faire un point sur la mise en place au sein des entreprises : comment peuvent-elles répondre à cette problématique - quelles solutions mettre en place ?

Les appels à contribution partiront en début de semaine du 20 septembre 2021.

- Enquête économique

L'enquête économique annuelle est en phase de finalisation (PAO) avant publication en octobre. Un point reste à trancher par le CA : des questions avaient été posées aux entreprises à propos de la transition écologique. A la lecture des réponses des entreprises par syndicat, cela ne permet pas de donner une image positive des professions qui respectent la réglementation, sans toutefois aller au-delà. Il est donc proposé de garder les questions relatives à la transition écologique d'une année sur l'autre, pour évaluer la progression de chaque syndicat en la matière, mais de ne pas publier cette année les résultats. Le CA valide cette proposition.

- Annuaire

L'annuaire est en cours de réalisation. Il y a eu de nombreux retours des entreprises sur les derniers documents envoyés. Les entreprises ont jusqu'au 15 septembre pour répondre à la dernière relance de l'UIE. La parution devrait avoir lieu aux environs du 15 octobre d'octobre 2021.

- **Tour de table des syndicats**

Etat de la reprise et de la conjoncture.

De manière générale, les syndicats constatent qu'il y a encore de l'activité et des appels d'offres. Toutefois, tous notent un tassement depuis le début de l'été, même si la croissance est toujours présente. Certains notent déjà une baisse de 20% depuis le début de l'été et le sujet de la pénurie des matières premières risque de durer plus longtemps que prévu.

Itea indique qu'il y a eu une baisse de 20% depuis le début de l'été et le sujet de la pénurie des matières premières risque de durer plus longtemps que prévu. Les entreprises n'ont pas de stock et qu'un système de quota par client a été mis en place pour satisfaire les demandes. Une hausse des prix, jusqu'à présent bloquée, aura lieu en janvier 2022.

Jean-François Dangla, représentant synteau, indique que les maitres d'œuvre sont très chargés et en manque d'ingénieurs. Il constate une explosion des délais fournisseurs qui peuvent aller jusqu'à 26 semaines (pompes, fabriquant de cuves en fibre de verre). Il ajoute qu'il y a encore beaucoup de sujets « pénalités de retard » à traiter. D'après des remontées des adhérents, le niveau des appels d'offres reste très satisfaisant même s'il y a des disparités entre régions.

- **Divers**

Le prochain CA aura lieu le 10/11/2021 après-midi (rapide – fin à 15h).

Agenda :

- mercredi 15 septembre à 15h30 => audition Jean-Luc Ventura – résilience nationale
- vendredi 22 octobre matin => Congrès AMORCE – intervention de Jean-Luc Ventura.

Union Nationale des Industries et Entreprises de l'Eau

9, rue de Berri - 75008 Paris
Tél : +33 (0)1 45 63 70 40
E-mail : unie@french-water.com
Web : www.french-water.com

Une association professionnelle adhérente à la Fédération Nationale des Travaux Publics

